

Le défi d'un accueil digne pour les réfugiés

● La Belgique ouvre en urgence des casernes pour les demandeurs d'asile.

● Des voix s'élèvent pour qu'on répartisse ces réfugiés dans toutes les communes du pays.

● Le bourgmestre ff de Tournai ne décolère pas d'avoir à prendre en charge 700 personnes dans sa ville.

Le plan d'urgence n'est qu'un plan d'urgence

Il s'agit donc de s'organiser. Après l'annonce jeudi dernier de l'ouverture de plus de 2 500 places d'accueil pour faire face au nombre important de demandeurs d'asile, "tout le travail reste à faire" explique le délégué CSC Services publics Jean-Christophe Van Coppenolle, à l'unisson avec tous les acteurs de terrain. Dès vendredi d'ailleurs, les réactions inquiètes de certains bourgmestres des communes sur lesquelles vont être ouvertes de nouvelles places témoignaient de cette inquiétude qui règne dans le secteur.

S'il faut bien reconnaître que le secrétaire d'Etat N-VA à l'Asile et la Migration Theo Francken a pu assurer l'ouverture en urgence de ces nouvelles places (ce qui n'était pas gagné), et qu'il a pu en assurer le volet budgétaire, il reste maintenant à Fedasil, à la Croix-Rouge, mais aussi aux associations telles que le Ciré de réaliser très concrètement l'accueil des migrants.

"C'est extrêmement complexe" explique Malou Gay, la directrice adjointe du Ciré (la Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers) qui doit assurer l'ouverture de 175 places tampons dès

la semaine prochaine. "C'est compliqué car nous étions dans une tout autre logique. Depuis des mois, nous devions réaliser des efforts budgétaires. Nous avons dû fermer ces 175 places et licencier des personnes. Aujourd'hui et en urgence, nous devons nous retourner et tout réorganiser. En pleine période de vacances c'est très compliqué, mais personne, il est vrai, ne s'attendait à une augmentation si rapide et si brusque des demandes d'asile."

L'appel à l'expertise

Du côté de Fedasil, il s'agit également de coordonner la mise en place des 2 500 places complémentaires. Bénéficiant d'un budget de 15 millions d'euros pour le faire, l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile tient à rassurer, et se rassure d'ailleurs elle-même de pouvoir compter en plus sur les compétences et l'expertise de la Croix-Rouge pour assurer l'ouverture des places en caserne. "Nous n'avons pas encore de planning précis pour l'ouverture de l'ensemble des nouvelles places qui seront cependant opérationnelles dans les prochaines semaines", explique-t-on à Fedasil. "Nous sommes encore en période d'inventaire, mais nous bénéficions de ré-

serve de recrutement qui nous permettront d'activer des personnes en contrats à durées déterminées."

A la Croix-Rouge, qui a dû également ouvrir quatre casernes il y a trois ans pour faire face à l'hiver, le son de cloche est également confiant, même si le challenge est d'envergure. "C'est un très gros challenge à tous niveaux", confirmait Freddy Simons sur les ondes de la RTBF vendredi. "Au niveau logistique bien entendu: les bâtiments sont de très belle qualité, mais bon, il faut les meubler, il faut surtout placer une cuisine pour 400 personnes et aussi s'appuyer sur des compétences et sur du recrutement local. C'est aussi un challenge, comme dans tous les centres qu'on ouvre, de pouvoir tout expliquer à une population, de rentrer en contact avec elle, et de pouvoir lui faire accepter et lui faire comprendre le bien fondé de l'opération."

Le moyen terme n'est pas encore assuré

Ce qui inquiète plus fortement Malou Gay cependant, est la suite des événements.

"Pour l'instant, je reconnais que même s'il ne nous permettra de ne tenir qu'un mois ou deux, le plan d'urgence est efficace. Pour faire face à la situation que nous devons affronter, l'ouverture des casernes se présentait comme la seule solution. Ce qui m'inquiète plus, c'est que contrairement aux précédentes crises de l'accueil, la majorité (60%) des personnes qui demandent l'asile recevra logiquement ce statut. Ces migrants demeureront donc en Belgique et nous devons avoir des moyens pour leur assurer un logement par la suite et une bonne intégration à travers des cours de français par exemple, que nous organisons. Or, pour cette étape-là nous ne bénéficions plus d'aucun moyen, et rien n'est encore prévu. Il s'agira de penser cet aspect-là aussi, ne fût-ce qu'en consultant adéquatement les acteurs clés, dont les ONG, qui sont sur le terrain et qui ont une expertise en la matière."

Épingle

"Sorry", Rudy Demotte a fait une fausse manœuvre

Primate. Le secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, Theo Francken, s'est emporté dimanche contre un commentaire repris parmi les messages "favoris" de la page Twitter du ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles où le nationaliste flamand était qualifié de "primate d'extrême droite". Piqué au vif par ce commentaire, le secrétaire d'Etat s'est empressé de fustiger Rudy Demotte qui semblait ainsi faire sienne cette association simiesque proférée par une internaute. "Je trouve que c'est indigne d'un ministre-Président", a réagi dimanche Theo Francken auprès de Belga. "Le ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles favorise un tweet dans lequel je suis qualifié de primate de l'extrême droite flamande. Quel niveau !", a ensuite dénoncé sur Twitter Theo Francken. Interrogé dimanche en début de soirée, Rudy Demotte a invoqué une... "erreur de manipulation" pour expliquer la présence de ce commentaire parmi ses favoris. Quelques minutes plus tard, celui-ci retirait d'ailleurs le commentaire litigieux de ses "favoris", adressant dans la foulée un "sorry" à l'adresse du secrétaire d'Etat sur Twitter. Il y a comme des tensions entre les deux hommes... (Belga)

Répartir les réfugiés dans chaque commune: un plan difficile à concrétiser

Pourquoi ne pas imaginer que chaque commune puisse accueillir des réfugiés? Fin de semaine dernière, Paul-Olivier Delannois, le bourgmestre socialiste faisant fonction de Tournai, relançait dans les médias une vieille idée. Craignant qu'une trop forte concentration de migrants dans certaines communes crée "un sentiment d'insécurité" et augmente "le racisme", il proposait que ces derniers soient mieux répartis à travers les communes du pays qui en accueilleraient toutes un petit nombre.

Ce plan de répartition, évoqué depuis longtemps, est d'ailleurs inscrit dans la loi comme étant une possibilité. La directrice adjointe du Ciré, Malou Gay, l'évoque également comme une option à laquelle le pays devrait au moins réfléchir. "Ce seraient alors les CPAS qui auraient le devoir de s'occuper d'un nombre défini de migrants. Certes ceux-ci ne bénéficieraient sans doute pas de l'accompagne-

ment qui est mis à leur disposition dans les centres Fedasil, mais il vaut mieux cela que de les laisser à la rue si les demandes d'asile sont trop importantes et si les structures en place ne sont plus capables d'y répondre."

Une question politique

Sans doute indispensable, tous reconnaissent que sa concrétisation semble compromise. "C'est en effet une décision politique qui présidera à sa mise en place, et pour tout vous dire cela me semble dès lors impossible", explique Jean-Christophe Van Coppenolle, de la CSC. "Pour preuve, même lors des précédentes crises, personnes n'a osé le mettre en application", confirme-t-on au sein de l'administration.

Il est vrai que si le principe est inscrit dans la loi, aucune clé de reparti-

tion des migrants n'est encore prévue. "En outre", précise le bourgmestre socialiste de Gouvy Claude Leruse, qui a sur le territoire de sa commune

un grand centre Fedasil, "je ne pense pas que les CPAS soient capables de se retourner en urgence lorsqu'il y a de brutales crises de l'accueil. Fedasil ou la Croix-Rouge en ont la possibilité, je n'imagine par contre pas le CPAS de ma commune pouvoir assurer l'accompagnement qu'ils organisent auprès des migrants".

"N'oublions cependant pas", tient-on à conclure à Fedasil, "que si un tel plan de répartition n'a jamais été mis en application en Belgique, les CPAS prennent déjà en charge des places d'accueil individuelles à travers leurs initiatives locales d'accueil (ILA)".

Bdo

3 Questions à

PAUL-OLIVIER DELANNOIS

Bourgmestre ff de Tournai (PS).

1 Tournai va devoir accueillir 700 réfugiés à la caserne Saint-Jean. Quels problèmes craignez-vous?

Mettre 700 personnes dans un bocal, dans un ghetto, ça ne va pas. L'intégration ne peut pas se faire et les échanges avec la population locale risquent d'être difficiles. Ça me rend fou furieux. Quand Theo Francken m'a appelé mercredi soir pour m'en informer, il m'a dit:

"J'espère que tout se passera bien". C'est un peu facile... Moi aussi, j'espère que ça se passera bien et je vais tout faire pour éviter les problèmes mais je trouve que cette décision est d'une stupidité rare. Je suis tout sauf raciste. J'ai vu des camps de réfugiés en Palestine et j'en ai été

profondément marqué. Il faut trouver une solution à cette crise mais en y mettant les conditions.

2 Savez-vous pourquoi Tournai a été choisi, quand les réfugiés vont arriver et combien de temps ils resteront? Je n'ai aucune information sur rien.

Je vais rencontrer un représentant de la Croix-Rouge mardi. Je suppose que le cabinet Francken a débarqué à Tournai, a vu des bâtiments vides et s'est dit: "On va y mettre 700 personnes". Quant aux réfugiés, des Syriens je suppose, ils devraient arriver dans les prochaines semaines. Ils resteraient trois mois. Mais la guerre en Syrie ne sera pas réglée d'ici là. S'ils sont reconnus comme réfugiés politiques, ils devront quitter la caserne et j'imagine qu'ils seront remplacés par d'autres.

3 Comptez-vous donner une suite politique à cette affaire? Je suis aussi député fédéral et je compte bien interpeller la majorité après les vacances parlementaires. I.L.